



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 1<sup>er</sup> avril 2025

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	22
Nombre de votants :	27

Date de la convocation : 19 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le premier avril à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin).

Absents excusés :

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua) : pouvoir à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Pacte territorial France Renov' PIG*Politique du logement et  
du cadre de vie*

Madame Mariane LUQUÉ, Vice-présidente en charge des affaires sociales, expose :

Le service public de la rénovation de l'habitat « France Renov' », porté par l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat), se définit comme une politique contractualisée entre cette dernière et les collectivités territoriales au travers de la signature d'un Pacte territorial.

L'État a souhaité fusionner les dispositifs d'aide à l'amélioration de l'habitat privé - que sont les Espace-

*conseil France-Rénov et les Programmes d'Intérêt Généraux de l'ANAH - invitant les intercommunalités aux côtés des Départements et des Régions à signer ensemble un Pacte territorial pour un service public de la rénovation de l'habitat (adaptation à la perte d'autonomie, rénovation énergétique, résorption de l'habitat indigne ou dégradé).*

Depuis 2022, la CARA accompagne la CCBM en matière de service public d'information, de conseil et d'animation pour la rénovation énergétique de l'habitat : les conseillers CARA RENOV' assurent sur le territoire de la CCBM les permanences et les animations grand public autour de l'énergie.

Par délibération n°2024CC07-20 du 17 décembre 2024, le Conseil Communautaire s'est engagé à la signature d'un Pacte Territorial CARA Rénov' Programme d'Intérêt Général avec la CARA, l'ANAH et les partenaires, pour un service public de la rénovation de l'habitat privé à l'échelle des territoires de la CARA et de la CCBM.

La CARA, maître d'ouvrage de la convention Pacte Territorial France Rénov', portera les prestations suivantes :

- **Le volet 1** sur la dynamique territoriale comprenant :
  - o La mobilisation des ménages,
  - o La mobilisation des publics dits prioritaires,
  - o La mobilisation des professionnels.
- **Le volet 2** relatif aux missions d'information, de conseil et d'orientation des ménages :
  - o Les missions d'information et d'orientation,
  - o Les missions de conseil personnalisé.
  - o Les missions d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat

Les 2 EPCI conserveront leurs opérations programmées respectives (PIG CARA et OPAH-RU CCBM) sur la durée des conventions.

La convention de Pacte territorial – France Rénov' (PIG) Communauté d'Agglomération Royan Atlantique / Communauté de Communes Bassin de Marennes est conclue pour cinq ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2027.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Energie, et notamment les articles L. 232-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2024-06 du Conseil d'administration de l'Agence National de l'Habitat – ANAH-ouvrant la possibilité de conventionnement des intercommunalités pour un Pacte territorial France Rénov'- PIG en faveur d'un service public de la rénovation de l'habitat privé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2020 fixant les statuts et les compétences de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, dont la « Politique du logement et du cadre de vie » ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la délibération n°2024CC0720 du Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2024, approuvant l'intention d'engagement à la signature d'un Pacte territorial CARA Rénov' – Programme d'Intérêt Général avec l'ANAH et les partenaires ;

**Considérant** les résultats du service CARA RÉNOV' sur le territoire, véritable porte d'entrée pour le conseil et l'orientation de tous les publics dans les parcours d'adaptation et d'amélioration du

logement, et ses actions de mobilisation partenariale ;

Considérant le taux d'ancienneté du parc construit sans norme énergétique, la vacance structurelle engageant la dégradation du parc, la majorité de ménages non imposés engageant des revenus modestes à très modestes, le desserrement des ménages et le vieillissement de la population ;

Considérant les enjeux locaux et besoins à couvrir en termes de réhabilitation énergétique, de décence et d'adaptation du parc, de lutte contre la vacance, et de diversification de l'offre en termes de taille et de prix d'occupation ;

Considérant l'intérêt de poursuivre le conseil, l'accompagnement des ménages pour la réhabilitation de leur logement, et de continuer à mobiliser les partenaires et les publics pour cette rénovation ;

Considérant les acteurs du logement et accompagnateurs des publics mobilisés ou à mobiliser, à même d'être partenaire auprès de la Communauté de Communes pour la mobilisation des publics et l'accompagnement à la réhabilitation des logements ;

Considérant les enjeux locaux pour la rénovation de l'habitat, concluant à accompagner pour des gestes et travaux adaptés, mieux financés, en faveur de logement décent et adapté, occupant ou bailleur, et de la maîtrise des énergies ;

Considérant le cadre de conventionnement de l'espace conseil France Rénov', par mutualisation du service de la Communauté de communes du Bassin de Marennes avec la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique ;

Considérant le cadre de contractualisation proposé par l'Etat via son opérateur ANAH sous la forme d'un Pacte territorial, alliant les financements de l'ANAH, de la Région et du Département ;

Considérant l'intérêt de s'engager collectivement pour un pacte territorial pour un service public de la rénovation de l'habitat privé ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

DÉCIDE

- d'autoriser le Président à signer la convention de Pacte territorial – France Rénov' (PIG) Communauté d'Agglomération Royan Atlantique / Communauté de Communes du Bassin de marennes, ainsi que tout document afférent ;

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance  
François SERVENT

